



## ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2024/658T

**Arrêté portant interdiction de stationnement et de circulation, dans le cadre de travaux de réfection de voirie et trottoirs, rue Ernest Lavisse et rue Maryse Bastié, à Poissy, du 8 juillet au 30 août 2024**

Le Maire,

Vu la demande en date du 12 juin 2024, par laquelle la Société Colas France sollicite des mesures d'interdiction de stationnement et de circulation, afin d'effectuer des travaux de réfection de voirie et trottoirs, rue Ernest Lavisse et rue Maryse Bastié, à Poissy, du 8 juillet au 30 août 2024,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 131-41 et R. 610-5,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018 réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes dans diverses voies de Poissy,

Vu l'arrêté n° 2022/800P du 4 juillet 2022 portant arrêté de délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au Maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que des travaux de réfection de voirie et trottoirs doivent être réalisés par la Société Colas France, rue Ernest Lavisse et rue Maryse Bastié, à Poissy, du 8 juillet au 30 août 2024,

Considérant que dans le cadre de ces travaux, la Société Colas France utilisera des véhicules de plus de 3,5 tonnes,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant qu'il est donc nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement,

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Du 8 juillet au 30 août 2024, de 7h30 à 17h00, le stationnement sera interdit de part et d'autre du chantier, rue Ernest Lavisse et rue Maryse Bastié, à Poissy, dans le cadre des travaux de réfection de voirie et trottoirs, sauf pour la Société Colas France.

**Article 2 :**

Du 8 juillet au 30 août 2024, de 7h30 à 17h00 dans le cadre des travaux de réfection de voirie, par la Société Colas France, la circulation pourra être interdite ponctuellement, rue Ernest Lavisse et rue Maryse Bastié, à Poissy.

Un accès sera maintenu pour les véhicules de secours.

**Article 3 :**

Du 12 au 23 août 2024, de 7h30 à 17h00, dans le cadre des travaux de réfection de voirie, par la Société Colas France, la circulation sera interdite, rue Ernest Lavisse et rue Maryse Bastié, à Poissy.

Un accès sera maintenu pour les véhicules de secours.

**Article 4 :**

Du 8 juillet au 30 août 2024, de 7h30 à 17h00, dans le cadre des travaux de réfection de voirie et trottoirs, par la Société Colas France :

- Une déviation pour les piétons de part et d'autre des travaux sera mise en place, rue Ernest Lavisse et rue de la Bruyère, à Poissy.
- La Société Colas France sera autorisée à emprunter des voies interdites à la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes en dérogation des arrêtés permanents n° 2018/420P du 14 mai 2018 et n° 2018/1205P du 25 octobre 2018.

**Article 5 :**

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté, de part et d'autre du chantier. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

**Article 6 :**

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés (cartons et emballages) conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

**Article 7 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8 :**

Seront considérés comme gênants, au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, les véhicules en infraction avec les dispositions susvisées. Ces véhicules pourront être mis en fourrière par les soins des services de police, aux frais de leurs propriétaires.

**Article 9 :**

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 10 :**

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Poissy, le 18 juin 2024

**Pour le Maire et par délégation,  
Georges MONNIER**



A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Georges Monnier', is written over the official logo.

**Le Deuxième Adjoint,  
Délégué aux espaces publics,  
À la propreté urbaine et à la commande publique**

Document publié sur le [site de la ville](#) le 20/06/2024